

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

CCAP N°PA- 25095

FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**MAINTENANCE
DES APPAREILS DE CONSERVATION
(CONGELATEURS -80°C ET BANQUES DE
SANG)**

POUVOIR ADJUDICATEUR :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANTES

IMMEUBLE DEURBROUCQ - 5, ALLEE GLORLETTE

44093 – NANTES CEDEX

TABLE DES MATIERES

1. PREAMBULE - PRESENTATION DU GHT 44	3
2. OBJET DU MARCHE	4
3. ALLOTISSEMENT.....	4
4. FORME DU MARCHE PUBLIC.....	4
5. DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
6. DUREE DU MARCHE PUBLIC	5
7. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
7.1. EXECUTION.....	5
7.2. CONDITIONS D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE.....	5
8. ENGAGEMENT DU TITULAIRE	6
9. REPORTING	7
10. REGLES SANITAIRES.....	7
11. SECURITE DES PERSONNES	7
12. HORAIRES ET DELAIS D'EXECUTION	7
13. SUSPENSION.....	8
14. SOUS-TRAITANCE	8
15. PROCEDURE DE CONTRÔLE ET DE RECEPTION DES PRESTATIONS	8
16. ASSURANCE.....	9
17. MODALITES DE DETERMINATION ET REVISION DES PRIX	9
17.1. PRIX DE REFERENCE ET PRIX DE REGLEMENT	9
17.2. REVISION DES PRIX	10
18. PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS.....	10
19. AVANCE	11
20. CAUTIONNEMENT	11
21. FACTURATION	11
21.1. CONTENU DES FACTURES	11
21.2. TRANSMISSION DES FACTURES AU FORMAT ELECTRONIQUE.....	12
21.3. MODE DE REGLEMENT, DELAI DE PAIEMENT	12
22. PENALITES	13
Maintenance corrective.....	13
Devis.....	13
Calendrier des maintenances préventives	14
23. RESILIATION ET EXECUTION DU MARCHE AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	14
24. CLAUSE DE REEXAMEN	14
25. LITIGES ET LANGUES	15
26. DEROGATIONS AU C.C.A.G. F.C.S.	15

1. PREAMBULE - PRESENTATION DU GHT 44

LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE (G.H.T. 44) :

La Loi de modernisation du système de santé du 26 janvier 2016 a mis en place un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé qui a conduit à la création le 1^{er} juillet 2016 du **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après **GHT 44**.

Le GHT 44 est composé des 13 établissements suivants : CHU Nantes, désigné établissement support du GHT, CH Saint-Nazaire, CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant), HI de la Presqu'île (Guérande), HI Sèvre et Loire (Vertou), HI du Pays de Retz (Pornic), EPSYLAN (Blain), CH Erdre et Loire (Ancenis), CH Georges Daumézon (Bouguenais), CH Savenay, Hôpital Bel Air (Corcoué-sur-Logne), CH Pierre Delaroche (Clisson), CH Maubreuil (Saint Herblain).

Le **CHU de Nantes**, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du GHT, la **responsabilité de la fonction achat**. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et de leurs avenants.

En outre, par convention constitutive de groupement de commandes, il a été décidé d'associer à la démarche de mutualisation des achats du GHT44 conduite par le CHU de Nantes, les structures de coopération suivantes dont les établissements du GHT44 sont membres : GCS PUI Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS de Moyens Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS Cité Sanitaire Nazairienne (CH Saint Nazaire), GCS Pôle de réadaptation Maubreuil et la Tourmaline et GCS du Pays de Retz (Pornic).

Répartition des compétences :

En phase de passation du marché public, le CHU de Nantes constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il assure la procédure de passation et la signature du marché public pour l'ensemble des établissements du GHT44 et pour les structures associées.

En phase d'exécution du marché :

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du marché (prise en charge des modifications du marché, décision de reconduction ou non reconduction, résiliation du marché) en concertation le cas échéant avec les autres membres ;
- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du marché public qui les concerne, l'exécution financière du marché public (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures, agrément des sous-traitants).



2. OBJET DU MARCHE

Le marché concerne l'exécution des prestations de maintenance préventive et corrective des équipements de conservation à température proche de -80 degré Celsius SI et les banques de sang du Centre Hospitalier Universitaire de NANTES, du Centre Hospitalier de SAINT NAZAIRE et du Centre Hospitalier ERDRE et LOIRE D'ANCENIS.

3. ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti.

4. FORME DU MARCHE PUBLIC

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire qui s'exécutera au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, conformément aux dispositions de **l'article R.2162-2 alinéa 2 et des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique** conclu sans minimum avec un maximum de **221 000 € HT** en valeur (sur la durée totale du marché, périodes de reconduction incluses).

A titre indicatif, l'inventaire des installations est susceptible d'évoluer pendant la durée du marché.

Les installations du CHU de NANTES du site Hôtel Dieu seront déménagées sur le nouveau site du CHU de Nantes dit « Projet Ile de Nantes » en cours de construction sur la zone Ouest de l'île de Nantes, à Nantes, dont l'ouverture est prévue courant 2027. Le titulaire du marché devra poursuivre les prestations sur le nouveau site aux mêmes conditions du marché.

5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces contractuelles du marché public sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière, le Bordereaux des Prix Unitaires (BPU) ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n°PA-25095, et son annexe 1 (ANNEXE 1 - Livraison-Facturation) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n°PA-25095 ; et ses annexes (listing des équipements et nomenclature) ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, arrêté du 30 mars 2021 – JORF du 1^{er} avril 2021.
- l'offre technique du titulaire du marché.

Toute clause portée par le titulaire sur les documents annexés **à l'acte d'engagement notamment les conditions générales de vente** qui serait contradictoire aux dispositions des autres documents contractuels est inopposable au pouvoir adjudicateur.

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Nantes, fait seule foi.

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et du Bordereau des Prix Unitaires, ainsi que tous documents nouveaux ou modifiés par rapport au dossier de consultation.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, la notification de l'accord-cadre ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives de ce dernier.

6. DUREE DU MARCHE PUBLIC

Pour chaque lot, le marché est conclu pour une période initiale allant du 1^{er} janvier 2026 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure, jusqu'au 31/12/2026.

A compter du 1^{er} janvier 2027, le marché pourra être reconduit tacitement trois fois pour une nouvelle période d'un an.,

La durée totale dudit marché ne pourra excéder 4 ans, période(s) de reconduction éventuelle comprise(s).

En cas de décision de ne pas reconduire le marché, le CHU de Nantes se prononcera par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard deux (2) mois avant l'échéance annuelle du marché.

En cas de changement de titulaire lors de la relance du présent marché, le titulaire en place s'engage à poursuivre la prestation pendant la phase transitoire de mise en place par le nouveau fournisseur dans les conditions prévues à l'article 14 du CCAP ci-dessous.

Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique.

7. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1. Exécution

Les prestations seront exécutées conformément aux exigences décrites dans le CCTP.

Dès notification du marché, une réunion de cadrage sera organisée par le CHU de Nantes.

7.2. Conditions d'attribution des bons de commande

Pour les prestations annuelles, un bon de commande sera émis en début de période.

Pour les prestations ponctuelles ou exceptionnelles, les bons de commande seront notifiés au titulaire au fur et à mesure des besoins de l'établissement concerné.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Seuls les bons de commande signés par une personne habilitée pourront être honorés par le titulaire.

8. ENGAGEMENT DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations de maintenance, objet du présent marché, sans dépasser les périodicités fixées au planning contractuel (annuel) et les délais maximums fixés dans le CCTP.

Les comptes rendus et plannings d'interventions seront adressés dans les conditions du CCAP et du CCTP.

Un état des lieux contradictoire des installations est établi au début de l'exécution du marché.

Le titulaire déclare être parfaitement informé des zones à entretenir et des prestations à effectuer. En conséquence, le titulaire peut procéder à toutes vérifications approfondies et relevés nécessaires. Il doit signaler dans un délai de 60 jours à la date de prise d'effet du marché, toute anomalie grave ne lui permettant pas de remplir ses obligations contractuelles ou mettant en cause la bonne exécution du marché.

Ce délai écoulé, le titulaire ne peut se prévaloir de ses propres oublis ou manquements, ou ceux des sociétés qui ont réalisé ou entretenu auparavant les sites pour se substituer à son obligation de résultat.

Les rapports d'interventions relatifs aux prestations effectuées dans le cadre du marché seront laissés sur le site aux référents techniques.

Le titulaire s'engage à être en possession de tous les agréments nécessaires à l'exercice de son activité en rapport avec les prestations objet du présent marché.

Le titulaire s'engage à conserver une stricte confidentialité sur les informations et données relatives à l'activité de l'établissement membre du GHT44 concerné auxquelles le titulaire pourrait avoir accès lors de l'exercice des prestations. A cet effet, le titulaire s'engage à ce que l'ensemble de ses collaborateurs, intervenant chez un établissement membre du GHT44 dans le cadre des interventions, soit soumis personnellement à une obligation de confidentialité de même étendue que celle visant le titulaire.

Le titulaire s'engage à ce que ses collaborateurs respectent les consignes et règles de sécurité, hygiène et tenue vestimentaire propres au lieu d'intervention, sous condition que ces consignes et règles aient été données à l'employé par le titulaire préalablement à son intervention.

Le titulaire s'engage à mettre à dispositions des techniciens sensibilisés et formés à une intervention en milieu hospitalier.

Le titulaire s'engage à fournir ses devis au responsable du marché dans les meilleurs délais possibles. Le délai maximum de réponse après sollicitation est toutefois fixé à : **10 jours ouvrés**

9. REPORTING

A tout moment, le pouvoir adjudicateur pourra demander au Titulaire de fournir un relevé des commandes réalisées par chaque établissement bénéficiaire dans le cadre de l'exécution du marché.

Ce relevé devra a minima comporter les informations suivantes : n° de marché, établissement bénéficiaire, quantité par référence, mois d'exécution, montant facturé HT.

À la demande de l'établissement, les informations de ce reporting pourront être complétées et/ou modifiées.

Ce reporting devra être transmis sous format fichier Excel libre.

Le titulaire disposera d'un **délai maximum de 30 jours** ouvrés pour la transmission du relevé.

Tout retard dans la remise de ces informations exposera le titulaire à une pénalité conformément à l'article 22 du CCAP.

10. REGLES SANITAIRES

Dans le cadre de l'exécution de ses prestations, le titulaire doit s'assurer des règles sanitaires applicables au sein des établissements. Il sera de sa responsabilité de s'y conformer.

11. SECURITE DES PERSONNES

Chaque établissement membre du GHT44 concerné est tenu de respecter les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux prestations effectuées dans un établissement par une entreprise extérieure telles que spécifiées par le décret n° 92-158 du 20 février 1992 modifiant le Code du Travail.

Dans ce cadre, le titulaire de l'accord cadre dénommé « Entreprise Extérieure (1) » au sens du Code du Travail établira préalablement au commencement des prestations un « plan de prévention (1) » avec l'établissement membre du GHT44 concerné dénommé « Entreprise utilisatrice (1) » au sens du Code du Travail et représenté par son « référent d'entreprise extérieure (1) ». Le titulaire « entreprise extérieure » devra se conformer aux exigences de sécurité de chaque établissement « entreprise utilisatrice » bénéficiaire des prestations. Un exemplaire dûment daté et signé devra être remis au représentant du maître d'ouvrage en charge du suivi du marché. Cette remise devra s'opérer au plus tard 15 jours calendaires après la notification du marché ou 4 jours ouvrés avant le début d'une intervention prévoyant un plan de prévention spécifique.

12. HORAIRES ET DELAIS D'EXECUTION

Pour les prestations récurrentes, les plages horaires et les jours d'intervention dans la semaine sont ceux sur lesquels s'est engagé le titulaire.

Le planning annuel des interventions doit être remis par le titulaire dans les **quinze jours calendaires suivant la notification** est rendu contractuel pour la première période des prestations (soit jusqu'au 31/12/2026).

Pour les années suivantes, le calendrier d'intervention sera reprécisé fin novembre en concertation étroite entre le titulaire du marché et le représentant du Pouvoir Adjudicateur. Dès sa validation par les deux parties, il devient contractuel.

13. SUSPENSION

Dans le cas où les équipements à entretenir feraient l'objet de travaux de modernisation, de rénovation, de remplacement, de cession de la gestion de leur exploitation pendant la durée du marché, le Pouvoir Adjudicateur pourra demander au titulaire de suspendre l'exécution des prestations devenues alors sans objet. Un délai de prévenance d'un mois devra être appliqué.

Les prestations non exécutées ou annulées par le CHU de Nantes avant leur exécution ne seront pas facturées.

14. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire du marché peut dans les conditions **des articles L.2193-1 à L2193-9 du code de la commande publique** sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à conditions d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Dans ce cas, le titulaire devra préalablement remplir une DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE, formulaire DC4 de la Direction des Affaires Juridique du Ministère de l'Economie et des Finances. Cette déclaration complétée dans toutes ses rubriques applicables et signée par le titulaire et son sous-traitant sera soumise à l'acheteur pour approbation.

Conformément aux dispositions de **l'article R.2193-1 du code de la commande publique**, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie

Tout sous-traitant éventuel devra disposer des mêmes agréments et accréditations que ceux demandés au titulaire pour réaliser ses prestations.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord cadre pour faute avec exécution aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord cadre (articles 32 et 36 du C.C.A.G.-FCS).

15. PROCEDURE DE CONTRÔLE ET DE RECEPTION DES PRESTATIONS

Les vérifications qualitatives et quantitatives seront effectuées par le pouvoir adjudicateur conformément aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, le titulaire ne sera pas avisé des jours et heures fixés pour les vérifications.

Si les fournitures ou les prestations ne correspondent pas aux spécifications du présent marché, le pouvoir adjudicateur pourra les refuser et mettre le titulaire en demeure de les remplacer dans le délai imparti.

Dans le cas où la quantité ou la qualité ne serait pas conforme à la commande, le pouvoir adjudicateur pourra mettre le titulaire en demeure de reprendre les excédents ou de compléter la livraison dans les délais impartis.

Les vérifications des prestations sont faites sur la base des constatations de service faites in situ et du compte rendu d'intervention remis par le titulaire en main propre ou de la remise du rapport électronique.

Les établissements membres du GHT44 disposent d'un délai **de 15 jours calendaires** à compter de la date de réception du compte-rendu pour prendre une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet. La décision d'admission est considérée acquise en cas d'absence de réponse du Pouvoir Adjudicateur.

16. ASSURANCE

Le titulaire doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, d'une assurance garantissant sa responsabilité civile pour les dommages de toute nature causés aux biens et aux personnes pendant l'exécution des prestations ou du fait de leur exécution.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

17. MODALITES DE DETERMINATION ET REVISION DES PRIX

17.1. Prix de référence et prix de règlement

Pour toutes les prestations, les prix de référence seront les prix unitaires nets hors taxes fixés dans l'acte d'engagement du titulaire et ses annexes (*Annexes AE Bordereaux de prix*).

Les prix de règlement seront les prix nets Toutes Taxes Comprises, au taux de TVA en vigueur à la date de notification de l'admission des prestations. Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations.

La main d'œuvre est rémunérée en fonction :

- * du temps d'intervention exprimé en heures,
- * des taux horaires nets de référence, intégrant les **frais de déplacement, d'hébergement** éventuels, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au transport, à la manutention, aux frais sanitaires mentionnés sur l'annexe financière à l'acte d'engagement
« BORDEREAUX DE REPONSE ET DE PRIX »

17.2. Révision des prix

Les prix nets Hors Taxes seront fermes jusqu'au 31/12/2026. Ils seront ensuite révisibles annuellement, au 31/12 selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times \left[0,15 + 0,70 \times \frac{ICHT-IME}{ICHT-IME_0} + 0,15 \times \frac{FSD2}{FSD2_0} \right]$$

Avec :

P	montant révisé du prix unitaire du contrat
P_0	montant initial du prix unitaire du contrat
$ICHT-IME$	indice horaire du coût du travail – Industries Mécaniques et Electriques valeur à la date de révision
$ICHT-IME_0$	est la valeur de cet indice au mois "zéro"
$FSD2$	Indice frais et service divers – modèle de référence n°2 valeur à la date de révision
$FSD2_0$	est la valeur de cet indice au mois "zéro »

Le mois M0 est fixé à la date de remise des offres.

Le titulaire notifiera au C.H.U de Nantes, sa proposition de révision au plus tard **trois (3) mois** avant l'échéance annuelle du marché. Passé ce délai, les parties sont réputées avoir renoncé à l'application de la clause de révision.

Les taux de remise appliqués sur le tarif public sont fermes pour la durée du marché.

Le titulaire du marché ne pourra prétendre à aucune facturation de frais de stockage en cas de report de date d'exécution de la prestation imposée par un retard de chantier de l'établissement membre du GHT44 concerné.

Les fournitures s'entendent livrées franco de port, de conditionnement, d'emballage ainsi que tous les frais afférents au transport, à la manutention, dans les locaux des établissements membres du GHT44.

Clause de sauvegarde :

Le CHU de Nantes se réserve le droit, 1 mois avant la date d'entrée en vigueur des nouveaux prix de ne pas reconduire le marché public lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de **3 % par an**.

18. PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant

que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

19. AVANCE

Dans le respect des dispositions des articles L2191-2 et R2191-3 à R2191-19 du Code de la Commande Publique, une avance au taux de 5 % est accordée au titulaire (Option B du CCAG), sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement.

Le paiement de l'avance intervient sur présentation d'une demande écrite. Son montant ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire.

20. CAUTIONNEMENT

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement.

21. FACTURATION

21.1. Contenu des factures

Toutes les factures présentées concerneront des prestations réalisées et/ou des fournitures livrées.

Elles couvriront au moins une période d'un mois. Elles récapituleront les prestations réalisées et/ou fournitures livrées dans le mois.

Outre les mentions légales, les factures établies par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct, comportent obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation du titulaire (nom ou raison sociale, adresse complète, numéro de SIRET)
- La désignation du destinataire de la facture (nom et numéro SIRET) avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement
- Le numéro de la facture : numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- Le numéro du marché

- En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture et le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

21.2. Transmission des factures au format électronique

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à l'ensemble des fournisseurs.

La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr>) ;

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour obtenir des informations sur CHORUS PRO, veuillez suivre le lien <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Les paramétrages sont spécifiques à chaque établissement : *VOIR ANNEXE 3 – livraison-Facturation.xls*

Les conséquences d'une orientation erronée des factures sont imputables au seul cocontractant.

21.3. Mode de règlement, délai de paiement

Les acomptes sont versés au titulaire dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG-FCS.

Le délai global de paiement est fixé à 50 jours maximum. Le point de départ dudit délai est la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'admission des prestations, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Cette date est constatée par l'ordonnateur.

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

Le comptable chargé du paiement est le trésorier principal du CHU de Nantes précisé l'annexe 1 du CCAP « livraison-Facturation ».

22. PENALITES

Le montant maximum des pénalités ne pourra en aucun cas dépasser 25 % du montant maximum du marché (4 ans).

En cas de non réalisation ou non satisfaction des prestations, il pourra être appliqué, sans mise en demeure préalable, des pénalités pouvant être cumulables comme suit :

Maintenance préventive

Lorsque la date d'exécution d'une intervention de maintenance préventive d'une installation, sera dépassée de plus d'un mois, par rapport au calendrier préalablement établi contractuellement, par le fait du titulaire, celui-ci encourra, par jour de retard, et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$Pr = P \times N \times K$$

dans laquelle

Pr = le montant de la pénalité

P = le prix du marché correspondant à la prestation de maintenance préventive en retard

N = le nombre de jours décomptés à l'expiration du délai contractuel

K = coefficient de pénalité par jour de retard fixé à 0,25.

Les pénalités pour retard et pour absence d'entretien ne pourront en tout état de cause pas se cumuler.

Maintenance corrective

Lorsque le délai contractuel d'intervention fixé aux paragraphes « délai d'intervention » du CCTP sera dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourra, par heure de retard, et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$Pr = N \times K$$

dans laquelle

Pr = le montant de la pénalité,

N = le nombre d'heures de retard,

K = le tarif horaire de la main d'œuvre mentionné à l'annexe n°1 « BORDEREAU DE REPONSE ET DE PRIX » du marché.

Devis

Lorsque le délai d'envoi des devis suite à une demande du Pouvoir Adjudicateur dépassera les 10 jours ouvrés, par le fait du titulaire, celui-ci encourra, par jour de retard, et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$Pr = N \times K$$

dans laquelle

Pr = le montant de la pénalité,

N = le nombre de jours décomptés à l'expiration du délai contractuel,

K = le tarif horaire de la main d'œuvre en heures ouvrées mentionné à l'annexe n°1 à l'acte d'engagement « BORDEREAU DE REPONSE ET DE PRIX » du marché, actualisé.

Le montant des pénalités ne dépassera jamais les 1000 euros HT sur 12 mois.

Calendrier des maintenances préventives

Lorsque le délai de transmission du planning annuel des interventions, tel que demandé à l'article 12 du présent CCAP est dépassé, il sera fait application des pénalités suivantes :

$$Pr = N \times K$$

dans laquelle

Pr = le montant de la pénalité,

N = le nombre de jours décomptés à l'expiration du délai contractuel,

K = 20 €

23. RESILIATION ET EXECUTION DU MARCHE AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En cas de non-respect des clauses contractuelles, le Centre Hospitalier Universitaire de Nantes pourra résilier le marché public sans indemnité après avoir invité le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception à présenter ses observations dans un délai de 15 jours dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 CCAG-FCS.

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, l'établissement bénéficiaire se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Le CHU de Nantes peut également prononcer la résiliation du marché pour motif d'intérêt général conformément à l'article 42 du CCAG-FCS.

24. CLAUSE DE REEXAMEN

1) En application des **articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique**, le marché pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le titulaire initial cède son marché à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial. Un avenant sera alors signé entre le titulaire initial, le nouveau titulaire et le CHU de Nantes. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le marché sera résilié aux torts du titulaire initial.

2) En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, les sites des établissements bénéficiaires du marché pourront évoluer en cours d'exécution du marché (ajout, suppression ou substitution). Les titulaires seront préalablement informés par décision dûment notifiée par le Pouvoir adjudicateur. Les titulaires devront poursuivre les prestations sur les sites modifiés aux mêmes conditions techniques et financières du marché.

3) En application de l'**article R.2194-1 du code de la commande publique**, le marché pourra être modifié, à la demande du CHU de Nantes en tant qu'établissement support du GHT, lorsque l'intégration d'une ou plusieurs prestations d'un ou des membre(s) du GHT 44 est devenue nécessaire et à condition que cette modification n'entraîne pas d'autres modifications substantielles.

Les parties conviendront le cas échéant des modifications devant être apportées aux conditions techniques et/ou financières à apporter au marché. Après accord des parties, l'intégration des besoins de l'établissement sera actée par avenant.

25. LITIGES ET LANGUES

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Nantes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

26. DEROGATIONS AU C.C.A.G. F.C.S.

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
Article 5	Article 4.2.1 – Pièces contractuelles
Article 15	Article 27.3 - Opérations de vérifications
Article 15	Article 30.1 - Admission
Article 22	Article 14 - Pénalités
